



Depuis le 9 juin, il est minuit moins une.

A une semaine du premier tour des élections législatives, la CGT IP s'alarme des conséquences dramatiques qu'occasionnerait l'arrivée du Rassemblement National à Matignon tant pour le fonctionnement de la société, des services publics que, à notre niveau, pour celui de la justice.

Cette précipitation vers le chaos est la conséquence directe de nombreuses années d'une politique fondée sur la banalisation des idéaux répressifs, sécuritaires, xénophobes et anti-sociaux. A force d'épouser toujours plus les contours de l'extrême-droite, les gouvernements se sont privés de la possibilité d'en incarner le barrage.

Renforcées par un délitement orchestré du Service public et de toutes ses composantes (santé, éducation, emploi ...) et par une stigmatisation toujours plus outrancière des personnes les plus précaires, ces politiques ont eu des conséquences néfastes sur le service public de la justice : construction de toujours plus d'établissements pénitentiaires comme réponse au sentiment d'insécurité façonné et instrumentalisé par des discours démagogiques, criminalisation des personnes étrangères par la loi Immigration, sévérité et célérité de la justice comme seuls gages de sa prétendue efficacité, répression de mouvements sociaux, répression de la misère avec la loi anti-squats...

Le service public, la justice mais aussi les SPIP, ne résisteraient pas à un nouvel assaut !

Il nous apparaît désormais indispensable de consacrer toutes nos forces à la mobilisation pour que renaissent enfin les valeurs de solidarité, d'inclusion, de fraternité et de sororité, de justice sociale et d'humanisme.

Rompant avec ses usages au regard de l'urgence, la CGT a ainsi appelé à se mobiliser dans les urnes en faveur du programme proposé par le Nouveau Front Populaire. Dans un message adressé aux militant.e.s, la Secrétaire Générale de la CGT a également appelé à suspendre toutes les réunions avec les patrons, ce que nous entendons comme un appel au boycott de l'institutionnel, afin de consacrer du temps au débat, à l'échange et à l'organisation de mobilisations partout sur le territoire.

Aussi dans la continuité de cet appel confédéral et fidèle à ses valeurs et à ses idéaux, la CGT Insertion Probation ne participera, jusqu'au 8 juillet, qu'aux réunions et instances présentant des enjeux majeurs et immédiats pour les personnels que nous représentons.

**Il n'est pas trop tard pour préserver du fascisme ce qu'il reste de notre démocratie.
Nous refusons de nous résigner et continuerons sans relâche à lutter
pour nos idéaux.**

Ensemble ne lâchons rien et mobilisons-nous !

A Montreuil, le 24 juin 2024